



C E T R I

ANALYSE 2015
24 décembre



Centre tricontinental

AUX LIMITES DE L'INTERDEPENDANCE

Gauthier Pirotte

Le paradigme de l'interdépendance s'impose comme nouvelle grille de lecture du monde au sein de la coopération non-gouvernementale belge, reléguant l'ancienne division « Nord-Sud ». Sous des dehors actuel et élaboré, il prête le flanc à plusieurs critiques. En survalorisant les connexions et points communs entre régions du monde, il euphémise les rapports de domination entre collectivités politiques et gomme les spécificités locales au sein desquelles s'expriment les « risques globaux ».

Les Assises de la Coopération au Développement organisées par le CNCD-11.11.11 en mai dernier et intitulées « Coopérer dans un monde en Mutation », furent traversées – c'est bien leur rôle – par un ensemble de débats que l'on pourrait résumer par une question : « Faut-il abandonner l'axe de réflexion et d'action Nord/Sud sur lequel les ONG (et plus largement l'ensemble des organisations de solidarité internationale) avaient jusqu'ici capitalisé leur expertise et forgé leur légitimité, au profit d'un nouveau paradigme, celui de l'interdépendance, insistant sur l'émergence d'enjeux planétaires et de nouveaux acteurs, la complexification des schémas explicatifs aux problèmes rencontrés mais aussi l'interconnexion et la proximité des situations observées au quatre coins de la planète ? ». Séduisant paradigme de l'interdépendance que voilà ! Tellement séduisant qu'il semblait faire l'unanimité parmi les membres des organisations de la société civile et les représentants des pouvoirs publics qui assistaient aux travaux des Assises. Pour alimenter les débats, une note de discussion fut préalablement rédigée par les deux plateformes d'ONG (Acodev et NGO federatie). Intitulée « Quel avenir pour les ONG belges dans la coopération internationale du 21^e siècle ? », cette note défend clairement l'abandon de l'axe d'analyse et d'intervention Nord/Sud jugé définitivement has been, associé à cette « coopération de Papa » (sic !) au fondement d'une « coopération au développement dite « traditionnelle » qui aurait « dépassé sa date limite de consommation » (re-sic). Pour moderniser la coopération (non gouvernementale) au développement, la note propose d'adopter un nouveau paradigme plus adapté aux réalités d'un monde contemporain globalisé composé d'interconnexions, de nouveaux « stakeholders » ainsi que d'« enjeux planétaires » et d'une complexité abyssale car, poncif des poncifs de notre 21^e siècle naissant, il y a désormais « partout du Sud au Nord et du Nord au Sud ».

Au fondement du paradigme de l'interdépendance se trouve cette vision des relations entre Etats, peuples ou nations qui ne se structurent plus, comme c'était le cas depuis la fin de la seconde guerre mondiale, autour de deux axes : l'axe Nord/Sud hérité de la colonisation et l'axe Est/Ouest constitutif de la Guerre froide. Doublement sorti de ses axes, ce monde est dès lors plus complexe et les rapports entre sociétés comme leurs propres évolutions ne sont plus prioritairement redevables de cette double lecture des quatre points cardinaux. Oubliez la boussole : vive l'entremêlement et l'enchâssement. La lecture « complexifiante » de notre monde proposée par le paradigme de l'interdépendance serait le signe d'un progrès dans l'évolution de la pensée de l'homme moderne parvenue à une certaine maturité dans l'analyse critique. Pourtant, elle présente certaines limites sur lesquelles nous voudrions nous attarder en quelques mots.

En paraphrasant Thomas Friedman¹, l'on peut se demander si ce paradigme de l'interdépendance ne contribue pas à un « aplatissement de la terre ». En sublimant les connexions, les réseaux, les liens mobilisant les acteurs aux quatre coins de la planète, en soulignant les similitudes entre les situations observées un peu partout dans le monde, le paradigme de l'interdépendance a tendance à insister tantôt sur des collaborations tantôt sur des formes de compétitions entre acteurs là où l'axe de lecture Nord/Sud par son ambition de dénonciation des rapports coloniaux et postcoloniaux mettait d'abord l'accent sur les rapports de domination et d'exploitation. En page 4 de la note de discussion, on peut lire : « *Les mantras de la coopération internationale du 21e siècle sont le combat contre 'l'inégalité' (de plus en plus présente dans le monde entier) et la promotion d'un 'développement durable inclusif' en trouvant un meilleur équilibre entre la croissance, le bien-être social et l'écologie* »². Si les mantras du 21e siècle prennent en considération l'existence d'un monde inégalitaire, il n'est nul besoin pour autant de s'interroger sur les sources de ces inégalités ni même d'encourager une quelconque réflexion sur les liens entre « développement » et « croissance » comme certaines lectures radicales en avaient tenté l'exercice dans le passé. Et à la page 3 de cette note, on peut apprendre qu'aujourd'hui « *le visage de la pauvreté a fondamentalement changé. La pauvreté est maintenant principalement présente dans les économies à croissance rapide, dans les Etats fragiles, dans les pays en conflit et... dans nos propres sociétés occidentales* »³. Ce paradigme de l'interdépendance, si sexy soit-il, ne nous permettra jamais de rapprocher voire d'assimiler la situation vécue par un pauvre d'une société d'opulence, d'une société de consommation de masse à celle rencontrée par un pauvre d'une société de dénuement et de pénurie. En aplatissant la terre, on en élimine toutes ses aspérités. Or, nos sociétés contemporaines sont justement caractérisées autant par leurs aspérités que les connexions qui se nouent entre-elles. Il convient donc de réintroduire dans les schémas de lecture de l'interdépendance un regard plus aigu sur les singularités et les dynamiques locales. Si nous vivons bien dans un monde de ricochets, cela ne signifie pas que l'impact de la pierre qui ricoche dans un espace social donné soit identique partout.

Le manque de considération pour les dynamismes locaux induit aussi l'idée du peu d'intérêt pour l'historicité particulière de chaque société, de ses dynamiques locales envisagées dans le temps long. Le monde globalisé n'est pas apparu de nulle part. Il ne s'agit pas de tomber dans un extrême inverse du post-colonialisme radical mais il serait tentant, en changeant de paradigme de la coopération, de faire table rase de ce temps long et d'oublier d'inscrire ces interdépendances dans un processus long qui leur a donné naissance. Il serait séduisant de substituer à l'universalisme aveuglant dont était porteur le substrat modernisateur de l'aide au développement issu de la décolonisation une solidarité internationale centrée sur l'interdépendance et les enjeux et risques globaux dont la définition-même peut être dénoncée. Citons François Polet qui publia fort opportunément un article sur le site internet du CETRI à quelques heures de l'ouverture des assises 2015. Dans cet article intitulé : « *Obsolètes les lectures Nord-Sud à l'heure des grands enjeux globaux ?* », on rejoint pleinement sa conclusion: « *Au final, l'asymétrie la plus tenace entre pays du Nord et pays du Sud ne réside-t-elle pas précisément dans la capacité renouvelée des premiers à produire des lectures à portée universaliste qui promeuvent (ou épargnent) à la fois leurs intérêts et leur sensibilité, à marier stratégie de puissance et narration des intérêts supérieurs de l'humanité ? Dans cette optique, loin d'effacer les déséquilibres Nord-Sud, les discours sur les grands enjeux mondiaux en constituent la dernière manifestation.* »⁴

Le contexte mondial dans lequel s'ébrouent les acteurs de la solidarité internationale a changé et cela est devenu un truisme que de l'énoncer. Pourquoi opposer la lecture Nord/Sud à l'approche de l'interdépendance ? L'enjeu fondamental est bien moins de basculer d'une lecture à l'autre que de repenser notre solidarité et notre capacité d'indignation et de compassion dans un monde dont les mutations tant discourues aujourd'hui relèvent d'analyses fines tenant compte des particularismes locaux, du temps long et des rapports de dominations intrinsèques aux relations humaines. Ce n'est pas parce que, de par le monde, les sociétés partagent de plus en plus de risques en commun (et la COP21 est là pour nous le rappeler) qu'il nous serait désormais interdit de penser que ces risques communs ont pour origine des rapports de domination et d'exploitation aux racines anciennes et aux formes d'expression différenciées d'une société à une autre.

¹ Friedman T., *La terre est plate. Brève histoire du 21^e siècle*, Paris, Librairie Académique Perrin, 2010, 446p.

² Acodev & NGO Federatie, *Quel avenir pour les ONG belges dans la coopération internationale du 21^e siècle? Note de discussion. Un agenda pour le changement*, Bruxelles, mars 2015, p4.

³ Acodev & NGO Federatie, *ibid.* p3.

⁴ F. Polet, « *Obsolètes les lectures Nord-Sud à l'heure des grands enjeux globaux ?* » <http://www.cetri.be/Obsolètes-les-lectures-Nord-Sud-a-visité-le-30-octobre-2015>.

Mais peut-être que tout ceci cache un agenda particulier. A l'heure de réformes multiples dont la coopération non gouvernementale belge fait l'objet, cette dénonciation du caractère obsolète de l'axe Nord/Sud trahit sans doute l'aspiration d'une fraction dominante de ce secteur de délégitimer l'action de certains opérateurs de la solidarité internationale qu'elle assimile à des dinosaures. C'est bien dans le contexte d'une lutte vitale pour l'accès de plus en plus alambiqué à des ressources sujettes à des cures d'amincissement pour les acteurs de la solidarité internationale qu'il faut d'abord comprendre cette bataille autour d'un changement de paradigme. Parce qu'au fond, la vraie question que devrait se poser tout acteur de la solidarité internationale est bien celle de l'intégration de la lecture Nord/Sud dans le paradigme de l'interdépendance plutôt que rejeter l'une par l'autre...

Gauthier Pirotte est professeur de sociologie à l'ULG.



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

